



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 015 /AMI/MINADER/PADFAII/RAF/RPM/2026

Référence PPM : CMR-1936-0420-CS-CQS 24 AVR 2026

PAYS : CAMEROUN

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRICOLES PHASE 2 (PADFA II)

Intitulé de la mission : Recrutement d'une société conseil pour l'évaluation du niveau de maturité organisationnel, institutionnel et financière des coopératives accompagnées par le projet d'appui au développement des filières agricole phase II (PADFA II).

Le *Projet d'appui au Développement des Filières Agricoles Phase 2 (PADFA II)* a obtenu du Fonds international de développement agricole (FIDA) un financement destiné à couvrir le coût de *quarante-sept (47) millions de dollars US* et envisage d'en faire partiellement usage pour s'adjoindre des services de conseil.

L'utilisation de fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses représentants, mandataires et fonctionnaires sont dégagés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du **Recrutement d'un bureau d'étude pour l'évaluation du niveau de maturité organisationnel, institutionnel et financière des coopératives accompagnées par le projet d'appui au développement des filières agricole phase II (PADFA II)**.

Le PADFA II ("le client") invite à présent les sociétés de conseil admissibles (les "sociétés de conseil") à manifester leur intérêt pour la fourniture des services en question. Les sociétés de conseil intéressées sont tenues de donner des informations attestant qu'elles possèdent les qualifications requises et l'expérience nécessaire en la matière pour dispenser ces services et de l'envoyer à l'adresse indiquée ci-dessous.

Nous attirons l'attention des sociétés de conseil intéressées sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations. Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout Harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

La société de conseil ne peut être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Toute société de conseil qui serait en pareille situation sera écartée, sauf approbation expresse du Fonds. Un conflit d'intérêt est présumé exister dès lors qu'une société de conseil, les membres de son personnel ou les sociétés qui lui sont affiliées a) entretiennent des relations qui leur permettent d'avoir indûment connaissance d'informations non divulguées concernant ou affectant le processus de sélection et l'exécution du marché, b) répondent à plusieurs appels à manifestation d'intérêt dans le cadre de la présente procédure de passation de marchés, c) ont des liens professionnels ou familiaux avec un membre du conseil de direction de l'acheteur ou du personnel de ce dernier, avec le Fonds ou ses agents, ou avec quiconque a pris ou pourrait raisonnablement prendre part, directement ou indirectement, à i) l'établissement du présent appel à manifestation d'intérêt, ii) au processus de sélection pour le marché concerné, ou iii) à l'exécution de ce dernier. Les sociétés de conseil sont en permanence tenues de faire état de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel qui apparaîtrait lors de l'établissement de la manifestation d'intérêt, du processus de sélection ou de l'exécution du marché. La non-divulgaration de telles situations peut notamment entraîner l'exclusion de la société de conseil, la résiliation

du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

Les sociétés de conseil seront sélectionnées selon la méthode de Sélection Fondée sur les Qualifications des Consultants (QC) expliquée dans le Guide pratique de passation des marchés consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante : <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>.

Les critères de présélection sont les suivants :

1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

2. Critères de qualification

Les critères de pré qualification en vue de la constitution de la liste restreinte sont les suivants :

- **Expérience générale du bureau d'étude** 30 points
- **Expérience spécifique du cabinet** 70 points
- **Total des points** : 100 points

Des sociétés de conseil peuvent constituer entre elles des associations sous la forme d'une co-entreprise ou d'un cabinet proposant des activités de conseil en sous-traitance afin d'être mieux qualifiées.

Le contenu des manifestations d'intérêt (MI) :

- Une lettre de manifestation/motivation du Bureau Conseil adressée à Madame la Coordinatrice Nationale du PADFA II ;
- Les références du cabinet.

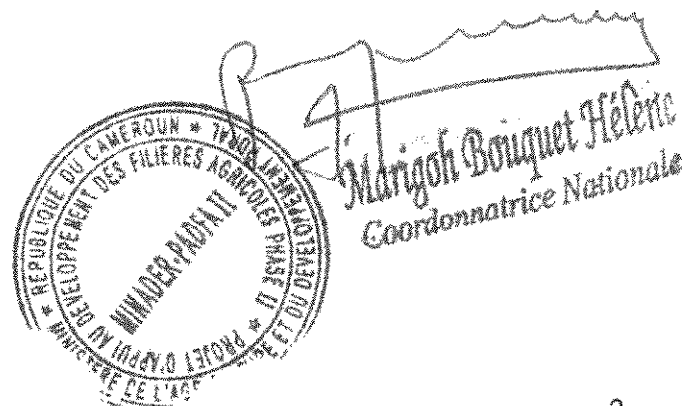
Toute demande d'éclaircissements concernant le présent appel à manifestation d'intérêt devra être envoyée par courriel à l'adresse ci-après padfacameroun@gmail.com, le 11 MAI 2026 à 9 heures au plus tard. Le client répondra à toutes les demandes d'éclaircissements avant le 11 MAI 2026 à 12 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être remises sous forme écrite (rédigées en français ou en anglais en sept exemplaires, dont un original et six copies marquées comme tels, et une version scannée desdites manifestations sur une clé USB).

Elles devront être soumises à l'adresse ci-après : Unité de coordination et de gestion du projet (UCGP) PADFA II, sise à Yaoundé, au quartier BASTOS, derrière Ambassade de Chine, Tél : +237 222 20 74 44. E-mail padfacameroun@gmail.com ; www.padfa.net cellule de passation de marchés, le 11 MAI 2026 à 12 heures au plus tard à l'attention de Mme la Coordinatrice Nationale du PADFA II.

Elles devront porter la mention

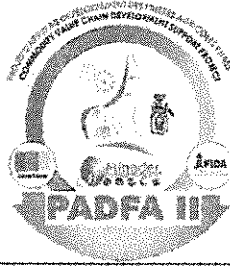
**« APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 045 /AMI/MINADER/PADFAII/RAF/RPM/2026 DU 24 AVR 2025 POUR LE
RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ÉTUDE POUR L'ÉVALUATION DU NIVEAU DE
MATURITÉ ORGANISATIONNEL, INSTITUTIONNEL ET FINANCIÈRE DES
COOPÉRATIVES ACCOMPAGNÉES PAR LE PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES
FILIÈRES AGRICOLE PHASE II (PADFA II). »**


REPUBLICQUE DU CAMEROUN * MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRICOLES PHASE II * PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES COOPÉRATIVES ACCOMPAGNÉES PAR LE PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRICOLE PHASE II (PADFA II)
Marijol Bouquet Hélène
Coordinatrice Nationale

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU
DÉVELOPPEMENT RURAL

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT
DES FILIÈRES AGRICOLES PHASE II



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL
DEVELOPMENT

COMMODITY VALUE CHAIN DEVELOPMENT
SUPPORT PROJECT PHASE II

CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST

No. 045/EOL/MINADER/PADFAII/RAF/RPM/2026 of 26 AVR 2026

PPM Reference: CMR-1936-0420-CS-CQS

COUNTRY: CAMEROON

PROJECT: Agricultural Value Chain Development Support Project -- Phase II (PADFA II)

Assignment Title: Recruitment of a consulting firm to assess the organisational, institutional and financial maturity levels of cooperatives supported by the Agricultural Value Chain Development Support Project – Phase II (PADFA II).

The *Agricultural Value Chain Development Support Project – Phase II (PADFA II)* has obtained financing from the International Fund for Agricultural Development (IFAD) in the amount of *forty-seven (47) million US dollars* and intends to use part of this financing to procure consulting services.

The use of IFAD funds is subject to IFAD's approval, in accordance with the terms and conditions set out in the financing agreement and in compliance with IFAD's rules, policies and procedures. IFAD and its representatives, agents and officials shall be held harmless from and against all actions, proceedings, claims, demands, losses and liabilities of any kind or nature that any party may bring in connection with the **recruitment of a consulting firm to assess the organisational, institutional and financial maturity levels of cooperatives supported by PADFA II.**

PADFA II ("the Client") now invites eligible consulting firms ("the Consultants") to express their interest in providing the required services. Interested consulting firms must provide information demonstrating that they have the required qualifications and relevant experience to perform the services and submit such information to the address indicated below.

The attention of interested consulting firms is drawn to IFAD's Policy on Anti-Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism, as well as to IFAD's Revised Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations, which sets out IFAD's provisions regarding prohibited practices. IFAD also strives to ensure that its activities and operations are conducted in a safe working environment free from harassment, including sexual harassment, and from sexual exploitation and abuse, as detailed in its Policy on Preventing and Addressing Sexual Harassment and Sexual Exploitation and Abuse.

Consulting firms shall not be subject to any actual, potential or reasonably perceived conflict of interest. Any firm found to be in such a situation shall be disqualified unless expressly approved by IFAD. A conflict of interest is deemed to exist where a consulting firm, its staff or its affiliates: a) have relationships that enable them to obtain undue access to undisclosed information relating to or affecting the selection process and contract execution; b) submit more than one expression of interest under this procurement process; c) have business or family relationships with a member of the Client's management, its staff, IFAD or its agents, or anyone who has been or may reasonably be involved, directly or indirectly, in: i) the preparation of this call for expressions of interest; ii) the selection process for the contract; or iii) the execution of the contract. Consulting firms are required at all times to disclose any actual, potential or reasonably perceived conflict of interest arising during the preparation of the expression of interest, the selection process or contract execution. Failure to disclose such situations may result in

3

disqualification, contract termination or any other appropriate action in accordance with IFAD's policy on preventing fraud and corruption in its activities and operations.

Consultants will be selected using the Consultant Qualifications Selection (CQS) method, as described in the IFAD Project Procurement Handbook available at: <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>.

Shortlisting criteria are as follows:

1. Eliminary criteria

- False declarations, fraudulent practices or falsified documents.

2. Qualification criteria

Pre-qualification criteria for shortlisting are as follows:

- **General experience of the firm:**30 points
- **Specific experience of the firm:**70 points
- **Total score:**100 points

Consulting firms may associate with other firms in the form of a joint venture or subcontracting arrangements in order to enhance their qualifications.

3. Content of Expressions of Interest (EOI):

- A letter of expression of interest/motivation addressed to the National Coordinator of PADFA II;
- The firm's references.

Any request for clarification regarding this call for expressions of interest should be sent by email to: padfacameroun@gmail.com no later than 11.05.2026 at 2.00 PM. The Client will respond to all clarification requests before 11.05.2026 at 12.00 PM.

Expressions of interest must be submitted in written form (in French or English) in seven (7) copies (one original and six copies marked as such), together with a scanned version on a USB drive.

They must be submitted to the following address: Project Coordination and Management Unit (PCMU) – PADFA II, located in Yaoundé, Bastos district, behind the Chinese Embassy. Tel: +237 222 20 74 44. Email: padfacameroun@gmail.com. Website: www.padfa.net Procurement Unit no later than 11.05.2026 at 3.00 PM, addressed to the National Coordinator of PADFA II.

The submission must be clearly marked:

No 045 /EOI/MINADER/PADFAII/RAF/RPM/2026 OF 24.04.2026
"CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTING FIRM TO ASSESS THE ORGANISATIONAL, INSTITUTIONAL AND FINANCIAL MATURITY LEVELS OF COOPERATIVES SUPPORTED BY THE AGRICULTURAL VALUE CHAIN DEVELOPMENT SUPPORT PROJECT – PHASE II (PADFA II)."

